



MON ŒIL!...

Édition du 22 janvier 2018

Abonnez-vous, c'est gratuit: [cliquez ici!](#)

La chronique du coordonnateur de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>

<http://remedeauxcoupures.cssante.com/>

LE REVENU, DÉTERMINANT DE LA SANTÉ

Nous voilà déjà en 2018. C'est fou comme le temps passe vite, vous ne trouvez pas?

Et ce temps passe tellement vite qu'on n'a pas le temps de le voir passer, pas plus que de s'arrêter aux nouvelles qui défilent à un rythme d'enfer, l'une chassant l'autre pour mieux nous la faire oublier.

Pourtant, dans ce troisième millénaire, on a à notre disposition plus de médias d'information que l'humanité n'en a jamais possédé, plus de moyens d'être au courant que jamais auparavant, tellement d'informations en tous genres qu'on peine à y distiller ce qui est plus important que le reste. Trop, c'est comme pas assez, dit-on.

Mais dans un pays où la devise est « Je me souviens », notre manque de mémoire collective peut nous faire passer pour incohérents.

Aussi me permettrais-je, dans cette première chronique 2018, de rappeler certaines nouvelles qui sont rapidement « passées à la dépense » depuis le début de l'année, en les mettant en lien les unes avec les autres pour mieux les apprécier.

Par exemple, cet [article du Devoir](#) de ce matin qui rapporte que des dépenses sociales sont la clé pour la santé. « Si un gouvernement veut freiner la croissance des coûts de santé tout en améliorant la santé de sa population, une redistribution de l'argent vers les services sociaux peut fonctionner. Il y a des gains même avec des investissements modestes », peut-on y lire.

Je ne peux m'empêcher de penser à l'impact qu'aurait pu avoir tout l'argent consacré à [l'augmentation du revenu des médecins](#) si le ministre Barrette l'avait plutôt investi dans les services sociaux. Il est vrai qu'on parle ici d'un ministre de la santé qui est médecin radiologiste et ex-président de la Fédération des Médecins spécialistes du Québec, d'un gouvernement dont le premier ministre est aussi médecin spécialiste (neurochirurgien) ainsi que de son bras droit qui fut sous-ministre de la santé et, jusqu'à il y a un mois, le plus haut fonctionnaire du Québec, Juan Roberto Iglesias, un autre médecin tenu en haute estime [par certains](#), mais moins par [d'autres](#). Et je ne parle pas de celui qui remplaça Philippe Couillard comme ministre de la SSS, le docteur Yves Bolduc, qui en a peiné plusieurs en remettant sa démission. Mais pour le paraphraser, je dirais qu'[il n'y a pas un enfant qui est mort de ça](#).

Et voici qu'on nous annonce que c'est encore un médecin, le Dr Lionel Carmant, neurologue à l'hôpital Saint-Justine, qui serait [convoité par la CAQ](#) afin de joindre leurs rangs en vue des prochaines élections qu'on leur prédit gagnantes. Il serait ministrable, dit-on, et pas comme ministre délégué aux Mines. Plus ça change...

N'empêche, c'est pourtant un médecin, la chef du Département de santé publique et médecine préventive du CHUM, Dre Marie-France Raynault, qui déclare dans l'article plus haut mentionné à propos des déterminants sociaux de la santé qu'actuellement « la prévention est réduite à sa portion individuelle, soit faire du sport et manger des légumes ». Là

encore, je ne peux m'empêcher de penser à toutes les campagnes sur *le pouvoir des saines habitudes de vie*, comme « Défi santé », promu par [Québec en Forme](#). Vous vous souvenez?... À l'origine de cet organisme, on retrouve un partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC), et même un projet de loi constituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie, avec un investissement total de 480 M\$ sur une période de 10 ans (de 2007 à 2017). A-t-on déjà vu la FLAC intervenir publiquement pour parler du rôle d'un revenu décent comme condition de santé?

Il peut être nécessaire de rappeler que dans la liste des douze [déterminants de la santé](#), les *habitudes de santé et la capacité d'adaptation personnelles* arrivent au 7^e rang, pendant que les services de santé sont au 10^e rang. Et au premier rang? demandez-vous. Je vous le donne en mille : le niveau de revenu et le statut social!

Il m'est une fois de plus difficile de ne pas penser à la revendication du salaire minimum à 15 \$ ou, comme le dit si bien l'auteur de [cette lettre](#), un salaire décent qui ne laisse pas « des centaines de milliers de travailleurs sous le seuil de la pauvreté, et donc incapables d'acquérir des biens de première nécessité ».

On parle ici du premier déterminant de la santé, mais des chantres de l'entreprise privée préfèrent qu'on ne voie dans cette augmentation du salaire minimum qu'un danger pour l'économie. « Ces coûts additionnels devront être absorbés, par une baisse des profits, des hausses des prix pour les consommateurs, ou une réduction des coûts de main-d'œuvre. », dit [Alain Dubuc](#).

Évidemment, celui qui a déjà écrit *L'éloge de la richesse* passe sous silence les augmentations salariales faramineuses des [dirigeants de Bombardier](#), ou de [CGI](#), ou le fait que « la rémunération moyenne d'un chef de direction atteint 149 fois celle du travailleur moyen » ([le Devoir](#)), ou que « les dirigeants d'entreprise salariés les mieux payés gagneront en 2018 environ 200 fois le salaire moyen d'un travailleur, qui oscille autour de 49 700 \$ » ([Radio-Canada](#)) ou même l'évasion fiscale réalisée par [une grande chaîne épicière](#) au profit de ses grosses légumes de proprios et d'actionnaires! Voudrait-il nous faire croire que tout cela n'a aucun coût pour l'économie?

Vous croyez que je mélange des choses?

« L'écart dans l'espérance de vie d'une personne entre un quartier favorisé et défavorisé est encore de plusieurs années au Canada. L'écart est de 9 ans entre certains quartiers montréalais », dit encore la Dre Marie-France Raynault.

On parle ici de santé, de déterminant de la santé de notre la population locale.

Mais il en va de même pour la santé de la population mondiale. [L'ONG OXFAM](#) nous apprend qu'en 2017, « 82% de la richesse mondiale est allée à 1% des plus fortunés », ajoutant au passage que « le boom des milliardaires n'est pas le signe d'une économie prospère, mais un symptôme de l'échec du système économique ».

OXFAM publie son rapport « Récompenser le travail, pas la richesse » à la veille du Forum économique Mondial qui s'ouvre cette semaine à Davos, en Suisse.

C'est ainsi qu'on apprenait que Justin Trudeau allait y participer « [pour la classe moyenne](#) ».

Encore une fois, je ne peux m'empêcher de penser qu'il y sera plutôt pour augmenter la moyenne –financière– de sa classe...

Jacques Benoit.